La voie vers la paix en Eurasie passe par la Géorgie

La neutralité peut-elle aider la Géorgie à réduire les tensions extérieures et à rétablir la confiance par-delà les divisions territoriales ? James W. Carden, Konstantin Zghenti, Larry Johnson et Rein Müllerson débattent de la diplomatie avec la Russie, des réactions américaines possibles, de la préparation économique et des enseignements qu'ils tirent de l'Ukraine. Ils examinent l'expérience de l'Autriche, la position régionale de la Géorgie et les obstacles à la réconciliation. Enregistrée lors du Forum de Tbilissi sur la neutralité le 5 novembre 2026, cette table ronde de clôture examine comment un petit État pourrait œuvrer en faveur de la souveraineté, de la coopération et de la paix face à des pressions internationales concurrentes. Liens de la table ronde : Forum de Tbilissi sur la neutralité — programme et intervenants : https://tfn.ge Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : https://pascallottaz.substack.com Soutenir Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/donate Boutique de Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com /shop Repères temporels 00:00 Présentations : Comment Washington et Moscou réagiraient-ils ? 06: 49 Larry Johnson : Se préparer économiquement à la neutralité 10:34 Rein Müllerson : Les intérêts des grandes puissances dans le Caucase 16:13 Konstantin Zghenti : L'exemple autrichien et la voie propre à la Géorgie 18:38 James W. Carden : Les enseignements de l'Ukraine 21:42 Réconciliation territoriale, souveraineté et politique étrangère 27:53 Question du public : La guerre en Ukraine et son issue possible 33:05 Réflexions finales : Paix, neutralité et conflits gelés

#Moderator

Bonjour, messieurs, mesdames. Voici notre quatrième table ronde, la dernière de la journée. Notre discussion portera principalement sur la neutralité comme moyen de réduire les tensions, de freiner leur escalade et de les désamorcer, tant sur le plan extérieur qu'intérieur. Pour en débattre, nous accueillons James W. Carden, ancien conseiller auprès de la Commission présidentielle bilatérale américano-russe et du représentant spécial pour les affaires intergouvernementales mondiales au département d'État, ainsi que l'ambassadeur Konstantin Jarenty, diplomate de carrière, ancien ambassadeur de Géorgie en Autriche, en Hongrie et au Koweït, conseiller en affaires étrangères et membre du parti politique Géorgie unie et neutre. Messieurs Johnson et Muellersen ont déjà été présentés, et je suis sûr que vous connaissez tous très bien leurs parcours. Messieurs, l'idée centrale de la conférence d'aujourd'hui, c'est la paix et la coopération. Je me demandais donc : quelle serait la réaction de Washington et du Kremlin si la Géorgie décidait de se déclarer neutre ? Monsieur Carden, j'aimerais vous donner la parole en premier.

#Speaker 1

Bien, merci beaucoup à toutes et à tous. C'est un vrai plaisir de participer à cette table ronde. Vous savez, avant de répondre à cette question, je crois qu'en tant qu'Américain, je me sens un peu obligé de réagir aux propos du professeur Miranda, qui a été empêché de voyager à cause des pressions exercées par notre gouvernement, aux États-Unis. Et je tiens à dire publiquement que je trouve ça atroce. Je trouve ça honteux. Et aucune raison, qu'elle soit stratégique, morale ou militaire, ne justifie que nous impliquions des civils dans cette guerre injuste. Voilà, je tenais à commencer par là.

Pour ce qui est de la réaction de Washington et de Moscou, si la Géorgie devait déclarer sa neutralité, la réaction de Moscou serait bien plus favorable que celle de Washington. Se déclarer neutre, se déclarer indépendant de cette opposition binaire entre démocraties et régimes autoritaires, promue par Washington, c'est un grave péché aux yeux de l'establishment politique de Washington. Je pense que Moscou accueillerait probablement favorablement la neutralité géorgienne. En tout cas, Moscou a fait de son mieux pour encourager l'Ukraine à choisir la voie de la neutralité, en dehors de l'OTAN. Et les Ukrainiens ont stupidement suivi les conseils de Washington. Et nous avons vu les conséquences tragiques que cela a eues.

#Moderator

Malheureusement, c'est vrai. Monsieur l'Ambassadeur, si nous pouvions nous tourner vers vous, quel est votre avis sur cette même question ?

#Speaker 2

Merci. Tout d'abord, je tiens à remercier les organisateurs et le public. Je suis heureux d'être ici. Je n' avais pas l'intention d'aborder ce sujet, mais puisque mon collègue a évoqué Washington, Moscou et les conflits, je me souviens qu'en mille neuf cent quatre-vingt-treize, quand nous avons perdu l' Abkhazie, j'étais aux États-Unis, à l'université Harvard. On discutait alors des propos de Chevardnadze, qui disait que nous avions perdu la guerre contre la Russie, et non contre l'Abkhazie. Kozyrev était en visite aux États-Unis à ce moment-là, et les Américains me disaient : « Écoutez, Kozyrev dit que ce n'est pas vrai », et ainsi de suite.

Et je leur demandais : « Est-ce la position officielle ou votre position en tant que scientifiques ? » Plus tard, j'ai lu le livre de Strobe Talbott, The Russia Hand, où il écrit qu'après la guerre en Abkhazie, Chevardnadze avait envoyé deux diplomates géorgiens aux États-Unis, auprès de l' administration Clinton. Il écrit que le président Clinton et lui réfléchissaient à la réponse à donner aux Géorgiens, qui leur demandaient : « Pourquoi ne nous avez-vous pas aidés quand nous étions en guerre contre la Russie et qu'elle s'emparait de l'Abkhazie ? » Ils se demandaient quoi répondre aux Géorgiens, mais ils étaient très heureux que la lettre de Chevardnadze précise — et les diplomates géorgiens le leur avaient aussi dit de vive voix — que le plus important pour la Géorgie, à ce moment-là, était la victoire de la démocratie russe sous Eltsine.

C'était la position du gouvernement à l'époque, comme l'écrit Strobe Talbott dans son livre. Cela veut donc dire que tout dépend des gouvernements au pouvoir en Russie et aux États-Unis, de la situation générale et du contexte du conflit. C'est très important, bien sûr. Et quand nous rencontrons des gens ici, en Géorgie, ils nous demandent aussi : « Comment pouvons-nous être neutres vis-à-vis de l'Abkhazie et de la région de Tskhinvali ? C'est impossible », nous disent-ils. Et mes collègues et moi répondons toujours que, pour mettre fin à l'occupation, l'essentiel est de parler avec l'occupant, ou la puissance occupante, appelez-les comme vous voulez. Sans cela, aucun dialogue ni aucune négociation n'est possible. Nous sommes tous d'accord pour dire que nous ne pouvons pas y parvenir par la force militaire.

En Géorgie comme à l'extérieur, tout le monde est d'accord là-dessus. La seule voie possible, c'est donc la voie diplomatique, celle de la négociation. Il faut avant tout négocier avec la Russie, bien sûr. C'est une certitude. D'autres pays — les grandes puissances mondiales et les États de la région — y participeront aussi, c'est certain. Et la participation internationale est très importante. Mais nous pouvons peut-être aussi dialoguer et négocier en tête-à-tête avec la Russie. Sans la Russie, c'est impossible. Et c'est justement ce qui, vous savez, déplaît aux gens ici, en Géorgie. Mais que pouvons-nous faire ? C'est la realpolitik qui l'impose. Voilà donc la voie à suivre. Et je pense que le moment viendra où nous pourrons le faire. Nous le ferons. J'en suis sûr. Merci.

#Moderator

Parfait. Monsieur Johnson, souhaiteriez-vous nous faire part de votre avis sur la question ? Peut-être pourriez-vous nous parler des réactions possibles à Washington si la Géorgie déclare sa neutralité.

#Larry Johnson

D'abord, je tiens à m'excuser pour ma chemise. Mais lors d'une précédente conférence, j'avais choisi une tenue plus classique, costume et cravate, et je me suis fait rappeler à l'ordre : « Où est votre chemise ? » Alors j'ai dit : « D'accord », et j'ai opté pour la chemise de Floride. Quand j'étais à Moscou, il y a un peu plus d'un mois, j'étais avec Alastair Crooke, John Mearsheimer et le juge Napolitano. Nous étions invités à dîner avec Sergueï Lavrov et d'autres membres du ministère des Affaires étrangères. Alors je me suis dit : « Je vais apporter une chemise à Lavrov. » Je lui ai donc acheté une chemise semblable à celle-ci, toute neuve. Quand il est arrivé, je la lui ai offerte, et il m'a dit : « Elle a déjà été portée ? » Je lui ai répondu : « Non, elle est toute neuve. » Alors, peut-être qu' un de ces jours, on le verra la porter.

La Géorgie devrait suivre la règle de base qui s'applique à quiconque veut sauter d'un avion : avoir un parachute et s'assurer de l'avoir plié soi-même. Ne comptez pas sur les États-Unis pour plier votre parachute, car vous pourriez sauter de l'avion et découvrir qu'il ne s'ouvre pas. Si je dis ça, c'est à cause de ce dont nous avons parlé lors de la séance précédente : la Géorgie doit faire un choix. Va-t-

elle continuer à être soumise au système du pétrodollar, ou va-t-elle se frayer un chemin vers l'indépendance — l'indépendance financière — tout en restant, du fait de sa taille, tributaire du commerce international avec d'autres pays ?

La question, c'est de savoir si vous avez mis en place les infrastructures et noué les relations nécessaires pour maintenir une position de neutralité. Parce que je pense que vous comprenez tous, ou du moins pour la plupart, que si la Géorgie se déclare neutre sans s'y être préparée, les États-Unis feront tout leur possible pour vous rendre la vie impossible et vous faire regretter ce choix. Mais vous pouvez vous préparer à l'avance. Et de quoi est-ce que je parle ? Parlez aux Russes, parlez aux Chinois. Parlez au ministre russe des Affaires étrangères, parlez à Wang Yi ou à son représentant, et commencez à définir comment la Géorgie pourrait s'intégrer dans un système des BRICS. Et ne l'ébruitez pas.

Vous savez, je suis sûr que mon ancien service va recueillir des informations là-dessus et les transmettre au siège en disant : « On dirait que la Géorgie s'apprête à quitter le navire. » Mais c'est une étape cruciale à franchir si l'on veut aller vers une neutralité totale, sans avoir à appartenir au camp de qui que ce soit. L'avantage de l'approche des BRICS, si vous voulez, c'est que, si vous avez suivi ce que font le Brésil ou l'Inde, il n'y a pas de système unifié où tout le monde est obligé de suivre une seule et même ligne, puisque l'Inde comme le Brésil mènent aussi certaines politiques en toute indépendance. Mais au sein de cette structure, il y a au moins la volonté de reconnaître que la Géorgie, en tant que pays souverain, a le droit de prendre des décisions dans l'intérêt de sa population.

#Moderator

Monsieur Millerson, abordons la question sous un angle régional plus précis, avec votre permission, bien sûr. D'un côté, nous avons le précédent de la deuxième guerre du Haut-Karabakh, au cours de laquelle le plus grand État du Caucase du Sud est parvenu à rétablir son intégrité territoriale dans ses frontières internationalement reconnues. De l'autre, la guerre en Ukraine se terminera très probablement par une modification des frontières par la force en Europe, pour la première fois depuis mille neuf cent quarante-cinq, si l'on exclut la Yougoslavie, bien sûr. Alors, dans ce contexte régional, comment la Géorgie pourrait-elle se servir de la neutralité pour traverser sans danger cette immense fragmentation géopolitique à laquelle nous assistons ?

#Speaker 3

C'est une très vaste question à laquelle il nous est difficile de répondre brièvement. C'est même impossible. En écoutant la table ronde précédente, j'ai entendu dire que la Géorgie devait réfléchir avec sa tête, et non avec son cœur. C'est peut-être difficile pour les Géorgiens, parce que je crois qu'ils réfléchissent très souvent avec leur cœur. Et c'est une bonne chose, bien sûr, mais d'autres peuvent parfois en abuser. On vient d'évoquer Chevardnadze, et cela m'a rappelé une conversation intéressante à Bakou, à l'automne mille neuf cent quatre-vingt-quatorze. Je dirigeais alors une petite

mission d'établissement des faits de l'ONU en Azerbaïdjan et en Arménie. Je passais par Tbilissi, car il n'était pas possible de se rendre directement d'Azerbaïdjan en Arménie.

Et à Bakou, parmi d'autres hauts responsables, j'ai rencontré l'ambassadeur des États-Unis, Richard Kauzlarich. Je ne sais pas si vous vous souvenez de ce diplomate. Et je lui ai demandé directement : « Quels sont les intérêts des États-Unis dans le Caucase ? » Sa réponse était assez intéressante et, à mon avis, juste. « En Arménie, m'a-t-il dit, ce sont les Arméniens, parce qu'il y a beaucoup d' Arméniens aux États-Unis et qu'ils peuvent sans doute peser sur la politique des partis et sur les élections. Pas seulement aux États-Unis : en France, encore plus, probablement. » Et quels sont les intérêts des États-Unis en Azerbaïdjan ? Le pétrole et le gaz, c'est assez évident aussi. Et quels sont les intérêts des États-Unis en Géorgie ?

La réponse a été : « Chevardnadze. » Je ne comprends pas pourquoi Chevardnadze en particulier, mais c'est probablement parce qu'il n'y a ni pétrole ni gaz en Géorgie, et qu'il n'y a pas assez de Géorgiens vivant aux États-Unis pour peser sur les élections là-bas. L'intérêt se portait donc uniquement sur cet homme qui avait négocié avec les États-Unis au nom de l'Union soviétique. Chevardnadze était donc important aux yeux de l'ambassadeur des États-Unis à Bakou. Cela signifie, à mon avis, que les États-Unis n'ont pas d'intérêt particulier en Géorgie. Il n'y a pas assez de pétrole ou de gaz, et il n'y a pas assez de Géorgiens aux États-Unis pour que les États-Unis s'intéressent à la Géorgie.

Le seul intérêt serait néanmoins géopolitique, parce que la Géorgie est proche de la Russie. Et les États-Unis ne s'intéresseraient à l'Estonie, si je peux prendre mon pays comme exemple, que parce qu'elle est voisine de la Russie. Si l'Estonie se trouvait quelque part comme aux Samoa occidentales, elle ne susciterait aucun intérêt aux États-Unis, même si pas mal d'Estoniens vivent en Amérique. Alors, quels sont les intérêts de la Russie en Géorgie ? Tout d'abord, je crois que les Russes ont probablement beaucoup de respect pour les Géorgiens. Cela s'explique par l'histoire. En Russie, il y a une station de métro, et…

#Speaker 3

Pendant la guerre de mille huit cent douze contre Napoléon, les Géorgiens ont joué un rôle important. Pendant la Seconde Guerre mondiale aussi. Il y a donc peut-être un intérêt, en Géorgie, à réfléchir non seulement avec le cœur, mais aussi avec la tête, ou inversement. Et pour la Russie, il est important d'avoir une Géorgie neutre, à mon avis. La Russie n'est pas opposée à la neutralité de la Géorgie, surtout maintenant qu'elle prône aussi la neutralité de l'Ukraine. Cela pourrait être un argument supplémentaire en faveur de la reconnaissance de la neutralité de la Géorgie également.

#Pascal

Salut tout le monde, Autumn Spirit est là, et on vient de lancer nos nouveaux produits dérivés. Par exemple, le monstre de notre Kilt Symposium se retrouve maintenant sur des tee-shirts, des

gobelets et des magnets. Il est vraiment mignon, ce petit bonhomme. Allez y jeter un œil. Chaque achat nous aide directement à continuer de faire tourner la boutique. Alors merci beaucoup, et à très bientôt.

#Moderator

Bien sûr. Monsieur Johnson, souhaitez-vous ajouter quelque chose à ce sujet ? Bien sûr. Alors, poursuivons. Lors des tables rondes précédentes, nous avons entendu des échanges sur l'expérience d'autres États en matière de neutralité. L'un des exemples cités était l'Autriche et sa neutralité permanente. Monsieur l'Ambassadeur, vous avez également été en poste en Autriche. Pourriez-vous nous faire part de votre analyse et de vos impressions générales, vous qui avez vu cette nation ancienne mener cet effort diplomatique ?

#Speaker 2

Merci. En écoutant le professeur Gertner parler aujourd'hui de l'Autriche, je me suis dit que je ne pourrais rien lui apprendre de plus sur ce pays. Il a mentionné qu'il étudiait avec ses étudiants vingt et une formes de neutralité, dont celle de l'Autriche, si je me souviens bien. Et, bien sûr, je suis d' accord avec lui. Je ne veux pas comparer la neutralité de la Géorgie à celle de l'Autriche, ni même à celle de la Suisse ou du Turkménistan. Chaque pays a sa propre forme de neutralité, avant tout en raison de sa situation géographique. Et nous le soulignons toujours, vous savez : la Géorgie se trouve au carrefour de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud.

Historiquement, c'était un terrain d'affrontement entre les intérêts des grands pays de la région et ceux des superpuissances. Mais aujourd'hui, la situation géopolitique a changé, et mes collègues et moi pensons que la Géorgie peut devenir un lieu de coopération, avant tout grâce aux échanges commerciaux et aux projets économiques, comme ce corridor médian, qui est déjà opérationnel. Et d' ailleurs, c'est désormais le seul itinéraire — le principal itinéraire reliant l'Orient à l'Europe. Nous espérons que la Géorgie pourra mieux jouer ce rôle en tant que pays neutre, en se développant comme un pays pacifique, stable et neutre. Et ce sera dans l'intérêt non seulement de la Géorgie, mais aussi de nos voisins, de l'ensemble de la région et, bien sûr, des grandes puissances. Voilà ma réponse, en quelques mots.

#Moderator

Bien sûr. Et on me signale que nous avons une question du public qui s'adresse tout particulièrement à vous, Monsieur Cardin. Georgi Guruli vous demande : à votre avis, Monsieur Cardin, quelles conséquences la fin de la guerre en Ukraine, dans les circonstances actuelles, ou même dans un scénario plus défavorable, aurait-elle sur la Géorgie ? Et l'expérience de l'Ukraine devrait-elle servir de leçon à la Géorgie ? Oui.

#Speaker 1

Eh bien, pour répondre à la deuxième partie de cette question, c'est évidemment oui. La Géorgie doit absolument tirer les leçons de la guerre en Ukraine, une guerre inutile provoquée par les élites américaines et les mauvais conseils qu'elles donnaient à l'Ukraine. Avant le début de la guerre — les gens l'oublient —, en novembre deux mille vingt et un, le ministre ukrainien des Affaires étrangères et le secrétaire d'État américain ont signé une charte de partenariat stratégique. Un mois plus tard, la Russie a présenté un projet de traité de paix, qui a été immédiatement rejeté par Washington et Bruxelles.

Les Russes ont dit : « Pas d'élargissement de l'OTAN. Choisissez la neutralité. » Les élites américaines leur ont pratiquement ri au nez. Et qu'est-ce qui s'est passé deux mois plus tard ? La tragédie de cette guerre a commencé. Il y a donc beaucoup de leçons à tirer de la guerre en Ukraine, et je pense que celle-ci est la principale. Quant aux conséquences que la fin de la guerre aura sur la Géorgie, eh bien, écoutez, la Russie va gagner cette guerre. L'Ukraine sera un pays en ruine, une sorte de trou noir au milieu de l'Europe, un Kosovo sous stéroïdes. Son économie est détruite. Ils ont perdu toute une génération de jeunes hommes.

Les millions et les millions de personnes qui ont fui ne reviendront pas. Le pays finira réduit à un État croupion. Il ne récupérera pas les territoires du Donbass. C'est fini. Et c'est une terrible leçon. Et je sais que les élites américaines n'en tireront pas les leçons, parce que nous ne le faisons jamais. Nous n'avons pas tiré les leçons de la Corée. Nous n'avons pas tiré les leçons du Vietnam. Nous n'avons pas tiré les leçons de l'Irak, ni de l'Afghanistan, ni de la Libye, ni de la Syrie. Nous n'en tirerons pas les leçons. Il est important que les Géorgiens préservent leur avenir et celui de leurs enfants en tirant les leçons de cette expérience si douloureuse qu'a vécue l'Ukraine.

#Moderator

Merci pour cette réponse. J'invite les membres du public à envoyer leurs questions en utilisant le code QR affiché à l'écran. Le célèbre diplomate géorgien et ancien ministre des Affaires étrangères, Alexander Chikvaidze, a eu cette formule bien connue : un petit pays n'a pas le luxe de commettre de grandes erreurs. J'aimerais donc vous demander à tous de nous donner votre appréciation de la politique étrangère actuelle de la Géorgie.

#Speaker 3

Vous savez, au fait, je crois avoir rencontré monsieur Chikvaidze, l'ambassadeur Chikvaidze. Est-ce qu'il a aussi été ambassadeur à La Haye ?

#Speaker 1

Oui, à une époque. D'accord.

#Speaker 3

C'était à la fin de l'année mille neuf cent quatre-vingts, probablement. J'étais à La Haye, et c'est là que je l'ai rencontré. Alors…

#Speaker 3

Oui, une chose qui n'a probablement pas changé, comme le montre le cas de l'Ukraine, c'est que même au vingt et unième siècle, les territoires peuvent être modifiés et perdus par le recours à la force. C'est regrettable, mais je crois qu'on ne peut rien y faire dans ce cas-là, parce que la guerre se termine par des changements territoriaux, par des concessions territoriales de la part de l'Ukraine. J'ai pensé aux territoires perdus par la Géorgie, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Bien sûr, vous savez, ces territoires perdus, c'est parfois comme le dentifrice. C'est assez facile de le faire sortir du tube, mais c'est très difficile de le faire rentrer dedans.

Mais la comparaison avec le dentifrice ne s'applique pas tout à fait à ces territoires perdus. Je crois qu'on peut espérer que de bonnes relations à long terme entre la Géorgie et la Russie permettront d' aboutir à une situation où la Russie ne s'opposera pas à la réunification de ces territoires avec la Géorgie. Je ne sais pas combien de temps cela prendra, mais, de mon point de vue, c'est peut-être possible. Ce n'est pas une perspective immédiate, bien sûr, mais la comparaison avec le dentifrice ne s'applique probablement pas dans ce cas. Dans la plupart des cas, elle s'applique, à mon avis. Bien sûr.

#Moderator

Monsieur Johnson, je vous en prie.

#Larry Johnson

Je voudrais revenir sur…

#Larry Johnson

Voilà, ça marche. Je veux revenir sur ce que Jim a dit au début à propos du professeur Morandi, parce que ça met en lumière un problème pour la Géorgie. Pourquoi diable la Géorgie se plierait-elle aux sanctions que les États-Unis veulent imposer à l'Iran, alors que ce sont les États-Unis qui ont attaqué l'Iran de manière injuste et illégale ? Pourquoi vous pliez-vous à ça ? Vous devriez dire aux États-Unis d'aller se faire foutre. Pour qui se prennent-ils ? Vous n'avez aucun droit de nous dicter, à nous, une nation souveraine, qui nous pouvons ou non laisser entrer dans notre pays, alors que c'est vous, en réalité, qui avez attaqué un pays qui ne vous avait pas attaqués, un pays qui était engagé dans des négociations. Non mais franchement, réfléchissez-y. C'est scandaleux. Et la Géorgie a, en

quelque sorte, baissé son froc et accepté tout ça. Alors oui, je tiens à le dire, voilà, je suis ici, aux États-Unis, et je suis mal placé pour vous critiquer, mais franchement, honte à la Géorgie d'avoir accepté ça.

#Moderator

Bien sûr. Monsieur l'Ambassadeur, souhaitez-vous ajouter quelque chose ?

#Speaker 2

Oui, je ne veux pas entrer dans le détail des faits, mais je suis un fervent partisan de la realpolitik et je m'en inspire beaucoup. Je pense que notre gouvernement, qui parle beaucoup de realpolitik et agit souvent selon ses principes, n'en respecte parfois pas pleinement les règles. J'aimerais qu'à l' avenir, notre gouvernement suive bien plus rigoureusement les principes de la realpolitik. C'est ce que je souhaite en tant que Géorgien et diplomate géorgien.

#Moderator

Vous prêchez un convaincu, monsieur, monsieur Carden.

#Speaker 1

Bien sûr. Alors, concernant la politique étrangère géorgienne, l'un des points qu'il faudrait aborder, à mon avis, c'est que j'ai lu que les négociations avec l'Union européenne étaient au point mort en ce moment. Mais j'ai lu ailleurs qu'un objectif avait été fixé pour deux mille trente. Très bien. Donc, pour reprendre là où j'en étais sur les leçons à tirer de l'Ukraine, vous savez, je pense qu'à Moscou, l' adhésion à l'Union européenne ne sera pas perçue comme une démarche anodine.

Alors, je sais qu'on a beaucoup dit que Moscou était d'accord pour que, vous savez, l'Ukraine finisse par rejoindre l'Union européenne. Mais les Russes savent très bien qu'en Europe, personne n'a vraiment envie de faire entrer les Ukrainiens dans l'Union. Ils ne perdent donc rien à dire que ça leur convient. Mais, vous savez, un accord d'association avec l'Union européenne comporte forcément des dispositions qui exigent une interopérabilité militaire, ce qui est une façon de parler de l'OTAN sans la nommer. Et ça va poser problème. C'est donc un élément à garder à l'esprit, et dont il faudrait probablement s'occuper. Personnellement, je pense que les Russes ont raison de voir l'Union européenne comme une sorte de cheval de Troie de l'OTAN.

#Moderator

Bien sûr. Nous avons une autre question du public pour vous, monsieur Johnson. Lela Kekalia vous pose cette question : récemment, la Russie a retiré les gants, si l'on peut dire, et a considérablement intensifié son offensive. Jusqu'à quand cette guerre doit-elle durer ? Jusqu'au dernier Ukrainien ? Ou

les forces qui sont derrière cette guerre, ce qu'on appelle l'État profond, iront-elles encore plus loin ? Alors, à quoi vous attendez-vous ?

#Larry Johnson

Je pense que ce sera terminé d'ici le sept avril. Et si je dis ça, c'est parce que, quand Trump et Poutine se sont mis d'accord sur le gazole et que les États-Unis ont annoncé qu'ils lèveraient les sanctions jusqu'au sept avril, je me suis demandé d'où venait cette date. Alors, ce ne sont que des suppositions de ma part, mais je crois que le président Poutine a peut-être dit à Trump : « On devrait avoir réglé ça d'ici le printemps. »

#Speaker 3

Donc ils pourraient dire : « D'accord, le sept avril. »

#Larry Johnson

De toute évidence, les Russes ont dépassé le cadre d'une opération militaire spéciale. Ils mènent désormais une guerre à grande échelle. Et cela passe par ce qu'on peut appeler l'asphyxie économique de l'Ukraine, avec la fermeture des ports de la mer Noire, des attaques contre les infrastructures énergétiques dans toute l'Ukraine, des opérations terrestres sur l'ensemble de la ligne de contact, et des salves intenses de missiles et de drones visant principalement Kyiv, mais aussi d' autres endroits à travers le pays. Et Poutine a été très clair lors de sa dernière réunion avec le général Guerassimov et l'état-major de l'armée russe : il veut que tout cela soit réglé maintenant, le plus tôt possible. Donc, je ne pense pas que les Russes cherchent à faire traîner les choses. Mais je crois vraiment, vous savez, que l'Occident en a tiré la mauvaise conclusion.

Ils ont essayé de dire : « Ah, vous voyez, ça montre à quel point la Russie est faible, puisqu'il leur a fallu quatre ans et demi. » Eh bien, dès le départ, ils ont décidé qu'ils n'allaient pas tuer des civils sans discernement. Et c'est l'un des points que j'ai soulevés lors de ma récente intervention devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Quand on regarde la quantité de missiles, de drones, de bombes et d' autres armes utilisés en Ukraine, ainsi que les explosions qui ont eu lieu, et qu'on compare cela à ce qui s'est passé pendant la Grande Guerre patriotique, la Seconde Guerre mondiale, il y a eu remarquablement peu de victimes civiles par rapport à la quantité d'armes utilisées. Mais malgré tout, la Russie poursuit cette stratégie visant à limiter les victimes civiles. Cela dit, je pense que l' Ukraine atteint ses limites.

#Moderator

Merci pour votre réponse, monsieur. Bien sûr.

#Speaker 3

Je pense que, quand la Russie a envahi l'Ukraine, elle a appelé ça une « opération militaire spéciale ». Et bien sûr, c'est toujours comme ça qu'on l'appelle en Russie. Tous les responsables russes parlent d'une « opération militaire spéciale ». Mais en Occident, on parle d'une invasion « non provoquée et à grande échelle ». Et ça me rappelle l'époque soviétique, quand l'Union soviétique a envahi l'Afghanistan. L'expression employée était « contingent limité de troupes soviétiques en Afghanistan ». Limité. Et je devais publier un article, probablement en mille neuf cent quatre-vingt-neuf, dans une revue en Russie. Je l'avais intitulé « War in Afghanistan », et il portait sur les troupes soviétiques en Afghanistan. Le rédacteur en chef m'a dit : « Non, non, écrivez qu'il s'agit d'un contingent limité de troupes soviétiques. » Donc, il y a une sorte de soviétisation en cours en Occident. L'Occident utilise lui aussi des méthodes et des discours de type soviétique : « invasion à grande échelle ». Ce n'était pas une invasion à grande échelle. C'était une invasion très limitée, en deux mille vingt-deux.

#Speaker 3

Ce qui se passe aujourd'hui, c'est déjà une guerre totale. Jusqu'à récemment, la Russie se battait avec une main attachée dans le dos, pour diverses raisons. Et maintenant, il n'y a plus aucune limite. Je ne sais pas si ce sera le sept avril ou peut-être plus tard, mais je pense que la Russie va mettre fin à la guerre l'année prochaine. J'en suis presque certain. Je peux me tromper, mais c'est très peu probable.

#Moderator

Bien sûr. Messieurs, le temps nous est compté, alors j'aimerais savoir si vous souhaitez ajouter un dernier mot, en commençant par vous, monsieur Cardin.

#Speaker 1

Oui. C'est donc la deuxième fois que je viens dans cette ville vraiment, vraiment magnifique, et ce matin, je me promenais dans le quartier de la vieille ville. Près de la synagogue, il y avait un graffiti sur un mur, qui disait : « Mille neuf cent quarante et un – mille neuf cent quarante-cinq, plus jamais ça. » Et je me suis dit : voilà un très bon point de départ. C'est vraiment la responsabilité de nos responsables politiques, de nos dirigeants et de nous tous : veiller à ce qu'une telle chose ne se reproduise jamais. Et je pense que fonder un parti sur le principe de neutralité, c'est vraiment un bon point de départ. Et je vous souhaite beaucoup de succès.

#Moderator

Y a-t-il quelque chose que vous aimeriez ajouter pour conclure ?

#Speaker 2

Juste deux mots. J’espère que mes collègues parlaient d’un cessez-le-feu et non de mettre fin à la guerre, parce que je pense que ce sera un conflit gelé de plus, et pour longtemps. Les Ukrainiens n’ accepteront jamais que ces territoires conquis par la Russie ne leur appartiennent pas, et la Russie ne les rendra jamais. C’est ce que j’entends par un conflit gelé de plus. Quant à un cessez-le-feu, oui, bien sûr, c’est possible.

#Moderator

Souhaitez-vous ajouter quelque chose pour conclure, monsieur Johnson ? Bien sûr. Je crois qu’on a fait le tour, alors.